

L'immigration aide l'emploi (*Le Monde Economie et Entreprise* - 19 mai 2014)

L'extrême droite européenne n'a évidemment pas changé: c'est aujourd'hui comme hier, la haine de l'autre que nourrit la peur de l'étranger. Il ne lui fallait, pour prospérer, que trouver un masque présentable, une mise en scène habile, de quoi faire taire les bonnes consciences. Rien de plus facile, alors que l'Europe traverse une crise économique et sociale d'une rare violence. Le chômage, aujourd'hui comme hier, justifiera le nationalisme. Le raisonnement (si l'on ose dire) est simple: s'il travaille, l'immigré nous prive d'un emploi; s'il ne travaille pas, il profite d'une générosité que l'état de nos finances publiques ne nous permet plus. Dans tous les cas, un immigré de plus, c'est un chômeur supplémentaire. Il suffit de retourner l'argument pour alimenter la folie nationaliste: refoulez les immigrés, et le chômage disparaîtra ...

Ce fantasme a été balayé par une étude récente ("What Happens to the Careers of European Workers when Immigrants "Take their Jobs"?", *IZA Discussion paper* n.7282, mars 2013) publiée par Cristina Cattaneo (Fondazione Eni Enrico Mattei), Carlo Fiorio (Université de Milan) et Giovanni Peri (Université de Californie à Davis). Pour la première fois, ces trois économistes ont mesuré les effets de la concurrence des travailleurs immigrés sur les destins individuels des travailleurs nationaux européens entre 1994 et 2001, en distinguant selon le pays de résidence et le niveau de qualification (ouvrier, employé, technicien, cadre).

Les résultats qu'ils obtiennent sont les suivants. Tout d'abord, la concurrence des travailleurs immigrés augmente sensiblement la probabilité de promotion des travailleurs nationaux (c'est-à-dire la probabilité de passer, par exemple, d'ouvrier à employé). Plus précisément, une augmentation de 10% du nombre de travailleurs immigrés augmente de près de 20% les chances d'être promu dans les quatre années qui suivent pour un ressortissant national. On pourrait craindre que cette amélioration ne se fasse au prix d'un licenciement et d'un passage par le chômage, ou d'un déménagement dans une autre région. Il n'en est rien. La concurrence des travailleurs immigrés n'affecte ni le taux d'emploi, ni la localisation, des travailleurs nationaux. Ainsi, non seulement les travailleurs étrangers ne viennent pas évincer les travailleurs européens, mais au contraire, ils accélèrent leur promotion sociale. Le mécanisme à l'oeuvre est assez simple: les travailleurs étrangers viennent occuper des emplois relativement moins qualifiés, et stimulent ainsi la création d'emplois complémentaires, davantage qualifiés, dont bénéficient les ressortissants nationaux.

Mais tout cela ne vaut peut-être pas en temps de crise? Francesco D'Amuri (Université d'Essex) et Giovanni Peri ont mené une étude similaire, en utilisant une méthode différente, et portant sur la période 1996-2010 ("Immigration, Jobs and Employment Protection: Evidence from Europe before and during the Great Recession", *Journal of the European Economic Association*, avril 2014). Ils ont en particulier montré que la concurrence des travailleurs immigrés avait poussé les travailleurs nationaux vers des tâches plus complexes, assorties à des salaires plus élevés, sans affecter leur taux de chômage. Cette réallocation des salariés s'est poursuivie pendant la crise de 2007-2010, bien qu'à un rythme plus modeste.

L'immigration n'est donc pas une menace pour les travailleurs européens, mais une chance. En martelant le contraire, les populismes européens mènent inéluctablement à

une régression économique sociale. En cédant à la surenchère sur le thème de l'immigration, les partis de gouvernement ajouteraient une erreur économique à une faute morale.

Thibault Gajdos, CNRS.